



INSTITUT
DIDEROT

Les Carnets de l'Institut Diderot

GEORGES MALBRUNOT

L'avenir de
la crise du Golfe
entre le Qatar et ses voisins

Les Carnets de l'Institut Diderot

GEORGES MALBRUNOT

L'avenir de
la crise du Golfe
entre le Qatar et ses voisins

SEPTEMBRE 2017

Sommaire

- Présentation de l'invité p. 5
Jean-Claude Seys
- Avant-Propos p. 7
Dominique Lecourt
- L'avenir de la crise du Golfe p. 11
entre le Qatar et ses voisins
Georges Malbrunot
- Discussion p. 29
- Les publications p. 50
de l'Institut Diderot

Présentation de l'invité

Chers Amis,

Nous avons été dans l'obligation de refuser, une fois encore, de nombreuses personnes, faute de places.

Monsieur Malbrunot soyez remercié d'avoir accepté notre invitation ; vos analyses sont toujours attendues.

Je sais que la publication de votre dernier livre a fait grand bruit.

Il en a réjoui certains, et a fortement déplu à d'autres. On comprendra pourquoi à la lecture. L'ouvrage se trouve sur les tables des participants.

Il me revient de vous présenter à l'auditoire.

Spécialiste du Moyen-Orient dont vous suivez l'actualité depuis plus d'un quart de siècle, vous êtes aujourd'hui grand reporter au service étranger du Figaro.

Entre 1994 et 2002, vous avez été basé à Jérusalem pour différents médias (Europe 1, Ouest-France, Le Figaro).

Puis entre 2003 et 2004 à Bagdad en Irak, où vous avez été détenu pendant 124 jours, par l'armée islamique, avec votre confrère Christian Chesnot.

Vous êtes l'auteur de plusieurs ouvrages, soit seul, soit en collaboration avec Christian Chesnot, sur le conflit israélo-palestinien, l'Irak, la Syrie, Al Qaida et le Qatar. Votre dernier ouvrage : *Nos très chers émirs...*, dont je parlais précédemment, est paru en octobre 2016 chez Michel Lafon.

Comme vous l'écrivez en introduction de votre blog, la réalité moyen-orientale ne correspond pas toujours aux déclarations officielles ou aux clichés véhiculés çà et là en Occident.

Je ne doute pas que vous pourrez éclairer la part d'ombre dissimulée sous le flot des informations qui nous parviennent du Golfe.

Permettez-moi de passer la parole au Professeur Lecourt afin qu'il introduise nos échanges avant de vous laisser la parole.

Jean-Claude Seys
Président de l'Institut Diderot

Avant-Propos

Notre Conseil d'orientation a décidé de consacrer une part importante de ses réflexions, études et débats à la géopolitique.

Hubert Védrine et Dominique de Villepin nous ont incités, ici même, à renouer avec la tradition diplomatique française laissée en déshérence.

Jean-Pierre Chevènement a inscrit cette incitation dans le cadre général de la mondialisation.

Les uns et les autres sont partis du constat que notre politique internationale ne jouait plus son rôle traditionnel d'indépendance active en faveur de la paix et de la défense des intérêts de notre pays.

Avec l'ambassadeur de Russie, l'ambassadeur chinois et son homologue iranien, nous avons essayé de prendre la mesure du problème.

Après nous être interrogés sur l'avenir du conflit chiite/sunnite, nous tentons, aujourd'hui, de nous saisir de la nouvelle crise du Golfe.

Essayons de résumer quelques données.

Le 5 juin dernier, l'Arabie saoudite décide d'isoler le Qatar.

Doha est accusé de financer le terrorisme et d'entretenir des liens avec Al-Qaïda ou Daech tout en soutenant la mouvance des Frères musulmans.

Le même jour, l'Égypte, le Bahreïn et les Émirats arabes unis s'alignent sur la position saoudienne.

Il se dit que l'objectif inavoué serait que le Qatar rentre dans le giron du Conseil de Coopération du Golfe dirigé par l'Arabie saoudite.

Montré du doigt pour son indépendance diplomatique, Doha entretient, en effet, d'assez bonnes relations avec Téhéran avec qui il partage un important gisement de gaz offshore.

Il faut constater que les sanctions n'ont pas produit les effets escomptés et que le Qatar n'a pas cédé. L'isolement n'a pas tenu.

Désormais soutenu par la Turquie et l'Iran, Doha joue de ses liens diplomatiques avec ses partenaires moyen-orientaux et les grandes puissances, États-Unis compris.

Le Président Macron semble avoir tiré les leçons des échecs récents.

Il annonce un nouveau cours.

Je retiens des derniers développements de la situation que l'armée syrienne, l'aviation russe et le Hezbollah s'apprêtent à en finir avec Daesh.

Qu'au Yémen, une coalition sunnite conduite par l'Arabie saoudite mène une guerre contre les miliciens chiïtes et les fidèles à l'ex-président yéménite, alliés des Houthis soutenus par l'Iran.

Je constate que la Turquie s'enfoncé jour après jour dans l'islamisme et que l'accord sur le nucléaire iranien est remis en cause par l'administration Trump.

Trouble supplémentaire, le référendum pour l'indépendance de la région irakienne du Kurdistan a commencé hier.

Quant au conflit israélo-palestinien, il n'offre toujours aucun horizon serein.

Il est temps que je laisse la parole à Georges Malbrunot qui va nous aider à éclaircir les tenants et les aboutissants d'une situation régionale redoutablement complexe.

Pr. Dominique Lecourt
Directeur général de l'Institut Diderot

L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins

Les voisins du Qatar, lors de la crise qui s'est déclenchée le 5 juin dernier, l'ont accusé de soutenir les islamistes, de financer des groupes terroristes et de se rapprocher de l'Iran.

Ces reproches renvoient à des faits avérés. Mais ils ont aussi été instrumentalisés pour régler un vieux contentieux.

Lors de sa visite à Riyad, les 20 et 21 mai dernier, le président américain Donald Trump a été reçu en grande pompe par les dirigeants saoudiens, qui avaient hâte de tourner la page Obama. Donald Trump a promis de soutenir la lutte contre l'Iran, mais a aussi averti que cela aurait un coût. L'Arabie saoudite, dans la foulée, a signé des contrats de vente d'armement avec les États-Unis pour un montant de 380 milliards de

dollars. Les Saoudiens ont donc répondu positivement à la demande de participation émise par Trump. Les Émiriens y ont aussi répondu favorablement. Mais les Qataris ont refusé, et c'est à partir de là que la machine diplomatique et médiatique s'est enclenchée.

Trois jours après, dans la nuit du 23 au 24 mai, peu après minuit, un communiqué de l'agence de presse du Qatar citait des propos de Tamim Al Thani, l'émir du Qatar, critiquant Donald Trump et faisant l'éloge de l'Iran, du Hezbollah et du Hamas. Quinze minutes après, nombre d'experts dûment cravatés étaient déjà en train d'instruire le procès en duplicité du Qatar sur les chaînes de télévision saoudiennes et émiriennes.

Le problème est que la Qatar National Agency a en fait été piratée. Le communiqué en question renvoie à une déclaration qu'aurait faite Tamim lors d'une remise de diplômes. Or il se trouve qu'il n'a pas pris la parole durant cette cérémonie.

J'ai tout de suite pensé que les Émirats arabes unis devaient être impliqués dans ce piratage. Ils excellent dans la cybersécurité, et mènent un lobbying intense aux États-Unis, notamment contre le Qatar, sous la houlette de leur puissant et très actif ambassadeur Yousef Al Otaiba. Quelques semaines après, la presse américaine confirmait ce soupçon en citant des services des renseignements américains attribuant le hacking aux Émirats.

Toute une offensive diplomatico-politique a donc été déployée grâce à l'instrumentalisation de ce communiqué piraté. La conséquence est à la fois qu'on en est arrivé à la crise actuelle, et que les Saoudiens et les Émiriens se trouvent maintenant au milieu du gué, en raison de la résistance du Qatar à leur offensive, et du péché originel du piratage que les Qataris ne manquent pas d'exploiter.

I. LE QATAR ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

S'il y a eu manipulation de la part de l'Arabie saoudite et des Émirats, il n'en demeure pas moins que de vrais reproches peuvent être adressés au Qatar. Le principal est le financement de groupes terroristes.

Une demi-douzaine d'individus privés ont en effet financé depuis le Qatar, à partir des années 2000, un certain nombre de groupes terroristes. Ces individus sont connus des autorités américaines, qui les ont inscrits sur une liste noire établie par le Département du Trésor. Les autorités françaises, pour leur part, n'ont pas souhaité aborder ces questions, du moins jusqu'à notre nouveau président, qui a plusieurs fois critiqué le Qatar au sujet du financement du terrorisme.

Pour notre livre ¹, Christian Chesnot a rencontré un de ces financiers, Abderrahman Al Nuaimi. Le point

1. Ch. Chesnot et G. Malbrunot, *Nos très chers émiris*, Paris, Michel Lafon, 2016.

de vue de quelqu'un comme Al Nuaimi est le suivant : nous n'aimons pas Daech, mais les membres d'Al-Qaïda en Syrie sont des gens tout à fait respectables, en lutte contre un pouvoir dictatorial, ce sont de vrais résistants. Al Nuaimi a ainsi financé, à partir des années 2000, Al-Qaïda en Irak, à hauteur de deux millions de dollars par mois. Il a aussi aidé Asbat al-Ansar, un groupe libanais proche d'Al-Qaïda. Il a donné en outre 600 000 dollars à Abou Moussab al-Souri, l'envoyé en Syrie de Ayman al-Zawahiri, le chef historique d'Al-Qaïda, et a financé le groupe Al-Shabaab en Somalie. Al Nuaimi a ainsi rencontré à Paris en 2011, au plus fort de l'amitié franco-qatarienne, Haytham Manna, un opposant syrien. Au moment de cette rencontre, la révolte syrienne, pacifique au début, est militarisée depuis le mois d'août suite à la répression du régime. Haytham demande donc à Al Nuaimi de l'aide humanitaire. Celui-ci répond que ça ne l'intéresse pas : ce qu'il faut, ce sont des armes pour renverser le régime syrien.

Tout cela figure sur les rapports du Département du Trésor américain. La question qui se pose alors est évidemment de savoir s'il est envisageable que ces agissements aient pu se faire à l'insu des autorités qataries. Prenons le cas d'Al Nuaimi. Celui-ci affirme qu'il a de très bonnes relations avec le Diwan de l'émir, et qu'il agissait presque au su et au vu de ce dernier. Il faut savoir en effet qu'Al Nuaimi a été mis en prison en 1998, parce qu'il avait dénoncé l'activisme de Mozah, la deuxième épouse de Hamad. À sa libération, en 2001, Hamad l'a reçu et l'a utilisé comme émissaire

pour discuter notamment avec Abdel Majid al-Zindani, l'ancien mentor d'Oussama ben Laden au Yémen. En 2004, Al Nuaimi a fondé une ONG, Alkarama, qui veut dire « dignité » en arabe, dont le siège est à Genève, et qui sert en fait de couverture à ses activités supposément caritatives.

Al Nuaimi illustre donc bien les constantes transactions entre le Qatar et ces individus, dont de toute façon il est difficile de croire que les activités passent inaperçues dans un pays grand comme deux fois la Corse, qui compte à peu près 40 000 mâles de plus de 18 ans et dont les services de sécurité sont assez conséquents. Nous citons dans notre livre une soixantaine de personnes. On retrouve une partie de celles-ci dans la liste de 49 Qataris finançant le terrorisme publiée récemment dans le cadre de la crise actuelle par les Saoudiens et les Émiriens.

II. UN CONTENTIEUX ANCIEN

Pourquoi en sommes-nous arrivés là, de façon assez soudaine ?

Il y a certes eu la visite de Donald Trump à Riyad, qui a mis le feu aux poudres. Mais il y avait aussi eu auparavant, en mai, une visite de trois semaines aux États-Unis du prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane – l'homme fort du régime depuis qu'il a écarté du trône Mohammed ben Nayef,

son cousin. Le prince Salmane a très probablement préparé Trump à cette occasion. Trump qui, comme les Saoudiens et les Émiriens, entend lutter contre l'islam politique et contre l'Iran.

Tout un travail préparatoire a aussi été mené sous la houlette d'un personnage dont on parle peu, mais qui est pourtant extrêmement important : Mohammed ben Zayed, le prince-héritier des Émirats arabes unis, qui, comme Mohammed ben Salmane, n'a pas froid aux yeux, et est prêt à tout pour venir à bout de ses ennemis.

Mohammed ben Zayed, avec Yousef Al Otaiba, l'ambassadeur des Émirats aux États-Unis, y ont de puissants leviers. Al Otaiba est par exemple un ami de Jared Kushner, le gendre et conseiller de Trump. Tout ce petit monde s'est donc un peu monté la tête, et la crise actuelle s'est soudainement déclenchée.

Soudainement, mais sans surprise. Car cela fait quinze ans que les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite n'en peuvent plus de l'hyperactivisme de ce minuscule Qatar grand comme deux départements français, qui se vante de pouvoir intervenir partout dans le monde, qui a récolté la Coupe du Monde, et dont les dirigeants se donnent une image de wahhabites éclairés. Il était urgent de le faire rentrer dans le rang. Je rencontre souvent Anouar Gargash, le ministre des Affaires étrangères des Émirats, et celui-ci me disait clairement que le Qatar agit contre les intérêts des Émirats, par exemple en Libye, en soutenant des groupes islamistes. Il y avait donc depuis

longtemps une volonté d'en découdre, et les voisins du Qatar se sont saisis de l'opportunité d'avoir quelqu'un comme Trump aux États-Unis pour lancer l'opération. Ces tensions sont anciennes.

La famille régnante du Qatar, les Al Thani, et celle des Émirats, les Al Nahyane, sont historiquement ennemies. En 1995, l'émir du Qatar, Cheikh Khalifa, est renversé, sans violences, par son fils, Hamad. Or Khalifa était soutenu par les Saoudiens et les Émiriens. C'était le bon père de famille conservateur, partisan de ne rien modifier. Les Français aussi, d'ailleurs, étaient grands amis de Khalifa, avec qui un accord de défense avait été signé en 1994. Ils ont donc tardé à reconnaître le nouvel émir et ont accompagné les Saoudiens et les Émiriens dans leur tentative infructueuse pour le remettre au pouvoir un an après.

Enfin, en 2014, après que Hamad a cédé le pouvoir l'année précédente à son fils Tamim, celui-ci a subi une sorte de bizutage diplomatique de la part de ses voisins qui ont voulu lui faire payer l'appui du Qatar aux Frères musulmans lors des révoltes arabes.

Car ce qui explique un peu les dimensions prises par la crise actuelle, c'est le fait que l'ancien émir du Qatar, Hamad, a commencé à partir de 2008 à avoir la folie des grandeurs. L'amitié avec Nicolas Sarkozy ; l'accord sur l'avenir du Liban signé par l'ensemble des protagonistes à Doha ; le printemps arabe et le soutien qatari aux révoltes en Tunisie, en Syrie, et surtout en Libye, où le

Qatar a fait parvenir 18 000 tonnes d'armes et a donné une caution arabe à l'intervention occidentale : tout cela est un peu monté à la tête de Cheikh Hamad.

En 2013, lorsque Tamim accède au pouvoir, il est donc bizuté par ses voisins qui lui disent qu'il faut arrêter d'appuyer les Frères musulmans et lui présentent déjà un certain nombre d'exigences concernant un certain nombre de responsables islamistes protégés par le Qatar, et concernant aussi Al Jazeera, qui donne des leçons de démocratie aux autres pays arabes.

Un accord est donc passé. Mais le Qatar ne fera que le minimum. Sept dirigeants islamistes sont expulsés en Turquie. Le Qatar en garde néanmoins beaucoup d'autres. Al Jazeera est un petit peu bridée. L'Arabie saoudite n'est plus la cible de la chaîne. Mais c'est pour dénoncer l'Égypte à longueur de journée.

Les Saoudiens et les Émiriens ont donc eu l'impression d'avoir été joués par le Qatar, qui n'a pas vraiment respecté ses engagements de 2014.

Le Qatar a donc exaspéré ses voisins. Or sa politique vis-à-vis des Frères musulmans s'est en fin de compte traduite par un échec. L'échec de Morsi en Égypte en 2013 a été celui de l'Islam politique, qu'a soutenu le Qatar.

On a ainsi vu à partir de ce moment un revirement. Même en France, Laurent Fabius, probablement un peu

poussé par nos alliés émiriens, a dû prendre en compte les nouvelles réalités et changer de position. Nous sommes passés d'un soutien aux Frères musulmans en Égypte, qui avaient quand même remporté démocratiquement les élections, à un soutien à la restauration du régime sous l'égide du maréchal al-Sissi, qui ne fait pas dans le détail.

Le Qatar a donc un peu baissé pavillon. Mais pas beaucoup. En 2013, avec Christian Chesnot, comme le disaient un certain nombre de personnes, nous pensions que Tamim allait un peu tirer les leçons de ce qui s'était passé et se concentrer sur les affaires intérieures du Qatar : se tourner à nouveau vers les tribus, la population, qui est conservatrice, polygame, wahhabite – éclairée, peut-être, mais wahhabite quand même. Une population assez hostile par exemple à des initiatives comme la Coupe du Monde.

Or le pouvoir qatari n'a pas renoncé à ses ambitions extérieures. L'appui aux islamistes a continué, tout particulièrement en Libye, où l'hostilité entre le Qatar et les Émirats, soutenus par al-Sissi, est très nette.

III. LE QATAR N'A PAS ÉTÉ DÉSTABILISÉ

Les Émiriens et les Saoudiens ont donc voulu en découdre avec leur voisin. Mais le Qatar n'est pas isolé. Il a même marqué des points dans cette crise.

Il a, pour commencer, très bien réussi à utiliser son *soft power*. Par la signature, par exemple, de lettres d'intention pour l'achat au Royaume-Uni de 24 avions de combat Typhoon.

Il a surtout remporté la bataille de la communication, en se posant comme la victime d'un blocage inhumain de la part de ses voisins. 1 700 familles par exemple se sont retrouvées séparées, avec des étudiants en Arabie saoudite ou aux Émirats arabes unis qui n'ont pas pu rejoindre leur famille.

Les Saoudiens et les Émiriens ont péché par excès d'optimisme. Il y a d'abord eu cette erreur concernant le hacking. Ils ont ensuite cherché à obtenir une pure et simple capitulation par la publication d'une liste de treize exigences absolument impossibles à accepter pour le Qatar. Par exemple, la fermeture d'Al Jazeera, créé en 1996 sous l'impulsion du Cheikh Hamad pour, c'était son mot, que le Qatar existe sur la carte du monde. L'étoile de la chaîne a un peu pâli depuis la fin des années 1990. Elle a servi à la propagande des Frères musulmans pendant les révoltes arabes, et sa crédibilité en a pâti. Mais le Qatar ne peut absolument pas fermer Al Jazeera. De même qu'il ne peut accéder à la demande d'expulsion de dizaines de dirigeants islamistes, ou rompre avec l'Iran. Ces exigences sont maximalistes et le Qatar ne peut les satisfaire.

L'activisme diplomatique du Qatar, son *soft power*, a payé. Son ministre des Affaires étrangères n'arrête pas

de voyager et de plaider la cause du Qatar. Il n'aura échappé à personne que le Qatar s'est offert une formidable campagne de publicité cet été en rachetant Neymar pour le PSG – ce qui lui permet de montrer qu'il est encore tout à fait capable de dépenser des sommes considérables pour sa diplomatie sportive, qui est l'un des axes de son *soft power*.

La position du Qatar est par conséquent assez solide. Les Qataris peuvent se permettre de dire qu'ils sont ouverts à la négociation, mais dans le respect de leur souveraineté, sans diktat.

En face, les Émiriens et les Saoudiens se rendent bien compte que l'opération n'a pas fonctionné. Les Émiriens reconnaissent même en *off* que s'allier avec l'Arabie saoudite pour accuser un pays de financer le terrorisme n'est pas très crédible, même si l'Arabie saoudite a fait des efforts considérables ces dernières années en matière de contrôle du financement du terrorisme.

Les Émirats et l'Arabie saoudite ne savent donc plus très bien quoi faire. Ils espéraient au début un règlement de la crise en interne – autrement dit, une capitulation du Qatar. Quand ils ont vu que celui-ci ne cédait pas, il a alors été question d'une intervention extérieure pour résoudre la crise. Il y a alors eu la médiation koweïtienne, qui continue, mais sans aboutir, et la récente offre de service de Donald Trump. Mais les choses n'avancent pas. Anouar Gargash me disait que cela pourrait durer des années : les Émiriens et les Saoudiens vont laisser

les choses se faire et pensent que le Qatar payera à un moment. Mais pour l'instant, le Qatar a plutôt bien résisté économiquement. L'Iran, la Turquie, Oman, aussi, sont venus à son secours. Les pressions que les Émiriens ont faites sur les sociétés étrangères basées à Dubaï ont été relativement inopérantes. Les Qataris estiment, je crois, à 20 milliards de dollars le coût de la crise. Or ils ont un édredon de réserves de 650 milliards. Ils ont donc largement de quoi voir venir.

Cette crise finira bien par se résoudre. Cela ne se fera que par un dialogue interne, et par l'intervention de celui qui, en fin de compte, l'a un peu provoquée : Donald Trump. Il n'y aura pas d'issue à la crise sans implication plus importante des États-Unis. Mais, pour l'instant, la position de ceux-ci est confuse. Donald Trump a immédiatement pris position pour les Saoudiens et les Émiriens, avec bien entendu des tweets assassins contre le Qatar. Tillerson et Mattis, en revanche, sont conscients que le Qatar abrite la plus grande base américaine du Moyen-Orient, et que la guerre contre Daech est menée à partir de cette base. Ils ont donc une position plus modérée. Les États-Unis envoient par conséquent des messages contradictoires. Trump, alors qu'il recevait l'émir du Koweït juste avant l'Assemblée générale des Nations Unies, s'est proposé comme médiateur. Début septembre 2017, il a obtenu de l'émir du Qatar qu'il appelle le prince Mohammed ben Salmane. J'ai demandé au ministre des Affaires étrangères qatari, lors d'une conférence récemment donnée à l'IFRI, ce que cela avait donné. Il s'agissait de la première prise

de contact entre eux depuis le début de la crise. On pouvait espérer un commencement de négociations. La réponse du ministre a été de dire que l'appel s'était bien passé, que le souhait avait été émis d'un communiqué commun, mais que tout de suite après les Saoudiens ont publié un communiqué dénonçant la distorsion de la réalité par le Qatar. Cet appel n'a donc pas conduit à l'ouverture de négociations. Les positions restent les mêmes, et la balle est dans le camp des Américains, qui n'ont pas intérêt à voir leurs alliés s'entredéchirer.

IV. LA POSITION FRANÇAISE

Dans ce contexte, la France a nommé un émissaire, Bertrand Besancenot, ancien ambassadeur de France au Qatar, ami personnel de l'émir-père du Qatar, et aussi ancien ambassadeur en Arabie saoudite, où il a entretenu de bonnes relations avec les dirigeants saoudiens. Cette médiation ne règlera probablement pas la crise. Elle est d'ailleurs prévue pour une courte période. Mais il s'agit probablement pour Emmanuel Macron de sortir d'un certain embarras.

Lors de la campagne électorale, Emmanuel Macron avait dénoncé le Qatar et l'Arabie saoudite à propos notamment du financement du terrorisme, avec des mots assez durs. Il avait dit qu'il ne serait pas complaisant à l'égard de ces pays. À raison : nous l'avons trop été sous les présidences Sarkozy et Hollande. Laurent Fabius avait même imposé au service de presse du Quai

d'Orsay de ne pas critiquer l'Arabie saoudite. Nous avons fermé les yeux sur les atteintes aux droits de l'homme, sur la guerre au Yémen.

La position française a donc évolué, mais on sent néanmoins un très grand embarras français. Et Emmanuel Macron a lui-même infléchi sa position du printemps.

Nous avons en effet des amis partout. Nous avons signé en 1994 un accord de défense avec le Qatar, nous avons un partenariat stratégique avec l'Arabie saoudite, une base aux Émirats arabes unis. Il est donc un peu difficile pour nous de prendre parti.

Il y a aussi un autre aspect, un peu sulfureux, mais bien réel, à savoir le clientélisme pratiqué par le Qatar, comme par ses voisins, à l'égard de notre classe politique. Nous abordons cette question, avec Christian Chesnot, dans *Nos très chers émirats*. Si nous voulions aller plus loin contre le Qatar, je suis certain que celui-ci nous ferait savoir qu'il peut ouvrir quelques dossiers : services rendus, rançons payées, hommes politiques. Nos dirigeants sont pour cette raison aussi assez prudents face à ces régimes qui pratiquent le clientélisme depuis fort longtemps.

Nous sommes donc un peu embarrassés.

Emmanuel Macron a reçu Tamim fin septembre. Il s'agissait de la première sortie à l'étranger de ce dernier depuis le déclenchement de la crise. Tamim craignait en

effet d'être renversé par les Saoudiens et les Émiriens, et son inquiétude n'était pas forcément infondée. Comme on l'a appris quelques mois après, Trump a appelé ces derniers au début de la crise pour les dissuader d'aller renverser, au besoin avec une intervention militaire, un régime qui reste un allié des Américains. Les Saoudiens et les Émiriens se sont donc un peu refrénés, mais ils n'ont pas abandonné l'idée d'un changement de régime. Mi-septembre 2017, ils ont sorti de la naphthaline à Londres un lointain cousin, qui a donné une conférence, qui a été reçu par le roi d'Arabie saoudite, et que les Saoudiens et les Émiriens verraient bien comme le prochain émir du Qatar. Certes, personne ne le connaît au Qatar. Sa légitimité est proche de zéro. Mais les changements de régime, au Qatar, se font souvent à l'intérieur de la famille régnante. Ça a été le cas en 1995, quand Hamad a renversé son père, ça l'a aussi été vingt ans avant quand Khalifa a renversé son oncle. Or la famille régnante est à l'image de la société qatarie. Certains membres sont des wahhabites éclairés. Cheikh Hamad, par exemple. Tamin aussi, probablement. Mais d'autres sont beaucoup plus fondamentalistes : un des demi-frères de Tamim, par exemple, Fahd, a fait le jihad en Afghanistan en 1993. Un certain nombre de gens dans la famille pensent donc qu'il vaut mieux vivre comme de bons wahhabites, aider les Frères musulmans, plutôt que d'aller acheter le PSG, recevoir la Coupe du Monde de football, donner dans le strass et les paillettes. De plus, Émiriens et Saoudiens connaissent bien la famille régnante du Qatar. Les tribus sont parfois à cheval entre ces différents pays, et ils ont donc probablement déjà

activé leurs réseaux. La grande prudence des autorités qataries est par conséquent assez justifiée.

Tamim est donc venu en France, et j'ai été assez surpris à cette occasion d'entendre Emmanuel Macron donner, à l'issue de leur rencontre, un communiqué appelant à la levée des sanctions contre le Qatar. Jusque là, la position officielle du nouveau gouvernement était de dire que les différents protagonistes de la crise devaient dialoguer, mais que le Qatar devait vraiment faire attention concernant le financement du terrorisme. Or, tout d'un coup, inflexion de la position française... Les journalistes ont l'esprit un peu tordu, c'est vrai, mais je n'ai pu m'empêcher de constater que le jour même nous apprenions la libération de Loup Bureau, le journaliste détenu en Turquie. Alors que Tamim venait de se rendre en Turquie la veille, en même temps que Jean-Yves Le Drian. Connaissant les habitudes qataries, il est vraisemblable que le Qatar a contribué à la libération de Loup Bureau, et que cela explique l'inflexion de la position française. J'ai demandé au ministre des Affaires étrangères qatari lors de la conférence à l'IFRI si le Qatar avait joué un rôle dans cette libération. Il m'a répondu que non. L'Élysée, m'a aussi répondu qu'à leur connaissance, le Qatar n'avait joué aucun rôle. Mais étant donné la coïncidence des événements, et le fait que le Qatar excelle dans cette diplomatie en eaux troubles, le contraire me semble bien possible.

Emmanuel Macron a compris par ailleurs que les régimes d'Arabie saoudite et du Qatar ne sont pas très

populaires en France. Notons qu'il est en revanche relativement conciliant avec les Émirats arabes unis, pour une raison assez simple : ceux-ci luttent clairement contre les jihadistes, les islamistes, qu'ils exècrent – même s'il y aurait des choses à dire sur les banques d'Abou Dhabi, où l'argent d'Al-Qaïda a séjourné et séjourne encore. Je pense en tout cas qu'Emmanuel Macron voit dans les Émirats des partenaires fiables dans la lutte contre le terrorisme. C'est dans les Émirats, d'ailleurs, que le président Macron se rendra, début novembre 2017, pour son premier déplacement dans le golfe Persique, à l'occasion de l'inauguration du Louvre d'Abou Dhabi.

Je crois aussi qu'il y a une légère déception chez Emmanuel Macron devant les résultats concrets du partenariat avec l'Arabie saoudite pour la signature duquel Laurent Fabius, Manuel Valls et François Hollande n'avaient pas épargné leurs efforts. L'ancien Premier ministre, à l'issue de ses entretiens avec les responsables saoudiens en 2015, avait tweeté que des accords avaient été signés pour un montant de 10 milliards de dollars. Dans les faits, deux ans après, nous n'en sommes qu'à un ou deux milliards. Il y a donc une certaine déception, renforcée par le fait que Donald Trump a raflé la mise : 380 milliards de contrats ne laissent en effet plus grand-chose pour les autres. De plus, Mohammed ben Salmane devait venir en France en septembre, mais a encore repoussé sa visite. Car la vérité est que l'Arabie saoudite ne nous voit même plus comme un partenaire de compensation relativement

aux Américains. Lors de son dernier voyage en Arabie saoudite, Jean-Marc Ayraud devait rencontrer Mohammed ben Salmane, mais celui-ci a préféré rencontrer le patron d'une grande multinationale américaine de passage à Jeddah.



La crise actuelle entre le Qatar et ses voisins n'est pas la première. En 1992, les gardes-frontières qataris et saoudiens ont failli s'affronter aux postes-frontière. En 2002, l'Arabie saoudite a rappelé son ambassadeur à Doha. La différence est qu'auparavant ces conflits se réglait entre Bédouins, au sein des instances régionales, notamment le Conseil de Coopération du Golfe. Mais aujourd'hui les dirigeants en passe de prendre les commandes sont jeunes – le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, a trente-deux ans, le prince héritier des Émirats, Mohammed ben Zayed, en a cinquante-six –, et ils n'ont pas froid aux yeux. Leurs méthodes sont différentes, les moyens employés ne sont plus ceux habituellement utilisés entre les tribus bédouines. Ils n'hésitent pas à recourir au hacking. Ces techniques d'intimidation ont ainsi fait franchir un palier à la crise actuelle. J'en veux pour preuve l'attitude des Qataris. Ceux-ci nous disent qu'il faudra bien se réconcilier avec l'Arabie saoudite, tout simplement parce que c'est leur grand voisin, leur grand frère. En revanche, ce sera beaucoup plus compliqué avec les Émirats, à cause de leurs méthodes.

Discussion

*Philippe Chalmin*² : Vous n'avez pas parlé de la Russie. J'aimerais en particulier savoir comment vous interprétez un petit jeu de billard, qui a eu lieu à la fin de l'année dernière, et que j'ai du mal à analyser. En décembre 2016, la grande société pétrolière russe Rosneft a été semi-privatisée. Poutine avait besoin d'argent. 20 % du capital de Rosneft a donc été privatisé, pour 10 milliards de dollars, et vendu à deux acteurs : un négociant international, Glencore, et le fonds souverain du Qatar. À la même époque, la Russie acceptait de rejoindre l'accord de l'OPEP sur la réduction de la production de pétrole, tout en négociant avec l'Arabie saoudite une exemption pour l'Iran. Mon impression, à l'époque, était que le Qatar était un peu le commis-voyageur entre l'Arabie saoudite, la Russie et l'Iran. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Georges Malbrunot : Ce qui est certain, c'est que le Qatar a su jouer à nouveau de son *soft power* en rachetant une partie de Rosneft. Le ministre des Affaires étrangères russes, Sergueï Lavrov, était dans le Golfe il n'y a pas très longtemps, et a proposé une médiation russe. La Russie entretient de bonnes relations avec le Qatar, comme avec l'Arabie saoudite ou les Émirats

2. Professeur, responsable du Master « affaires internationales », Université Paris Dauphine.

arabes unis. Mohammed ben Zayed entretient de très bonnes relations avec Poutine, et celles de ce dernier avec Mohammed ben Salman ou les Qataris sont plutôt correctes, alors qu'elles étaient exécrables il y a quelques années, notamment au début de la guerre en Syrie, où leurs intérêts étaient antagonistes. Mais les Russes, assez intelligemment, sont devenus les maîtres sur le terrain en Syrie. Les Saoudiens, et encore plus les Émiriens, entretiennent donc de bonnes relations avec la Russie, et la tradition bédouine, tribale, fait qu'ils aiment bien les *zaim*, les hommes forts, comme Poutine. Enfin, les dirigeants du Golfe sont des gens pragmatiques, qui aiment faire des deals – d'où le succès aussi de Trump. Ces dirigeants ne s'embarrassent pas d'idéologie. Or la Russie est devenue un partenaire incontournable. La Russie a aussi de très bonnes relations avec l'Égypte, qui est le partenaire privilégié de l'Arabie saoudite, ainsi que des Émirats. Les monarchies du Golfe sont conscientes de cette réalité, ce qui les a poussées à s'entendre avec la Russie, d'autant plus que même si les relations avec Trump sont excellentes, les dirigeants du Golfe se rendent compte que ce dernier pourrait avoir des problèmes. Sa durée de vie risque de ne pas dépasser quatre ans, tandis que le pouvoir russe est solidement installé.

En ce qui concerne plus spécifiquement le Qatar, la question fondamentale est la suivante : le nombre de citoyens qataris correspond à peu près à la population de Nantes, pourquoi veulent-ils donc jouer un rôle mondial ? Il y a eu en effet chez l'émir-père une sorte

de folie des grandeurs. Al-Jazeera, la base américaine, la relation avec Sarkozy, l'été 2011 et la récupération des révolutions arabes par les islamistes, alliés de Doha, en Tunisie, en Syrie, au Yémen : tout cela a fait croire à Hamad qu'il pourrait être le nouveau leader du monde arabe. Il a probablement dérapé psychologiquement quand les choses n'ont pas tourné comme il l'avait espéré. Les Russes, en particulier, lui ont fait remarquer, et c'est tout le problème du Qatar, qu'il faut qu'il reprenne conscience de la réalité géographique : ce n'est qu'un petit pays. Encore ne savons-nous pas tout sur ses agissements, en particulier dans le prosélytisme, via son association Qatar Charity, qui intervient partout dans le monde. Mais contrairement aux Saoudiens qui, depuis les années 1970, pratiquent le prosélytisme à grande échelle, sans être forcément vigilants, d'où un certain nombre d'erreurs, les Qataris, qui ne sont pas des philanthropes, étudient soigneusement le profit que peut leur rapporter leur investissement et comment ils peuvent contrôler la situation. Le problème étant qu'en Arabie saoudite, le roi est le protecteur des lieux saints, tandis que l'émir du Qatar n'a aucune légitimité à prétendre être le commandeur des croyants. Il outre-passe ses compétences, et cette crise le montre bien.

Cependant, le Qatar a mis ses œufs dans beaucoup de paniers. Il est aujourd'hui en train d'exploiter son *soft power*, qui est une arme redoutable. Si par exemple le Qatar décidait de se retirer d'un certain nombre d'entreprises françaises, cela nous poserait des problèmes, et il en va de même pour l'Allemagne, le Royaume-Uni,

ou les États-Unis, avec lesquels ils viennent encore de signer cet été pour l'achat de plusieurs F-15.

Ainsi, malgré la crise géopolitique actuelle, les affaires continuent. Le Qatar multiplie les contacts tous azimuts. Il n'est pas isolé. Ses adversaires auront du mal à enclencher un processus de négociation, qui n'interviendra que lorsque les Américains taperont du poing sur la table. Mais ces derniers sont très divisés, avec Tillerson et Mattis qui penchent plutôt du côté du Qatar, tandis que Trump est dans son obsession anti-islamiste et anti-Iran. Ils ne tapent donc pas du poing sur la table pour l'instant.

Karim Ifrak³ : *Quels sont les intérêts mutuels de l'Iran et du Qatar dans cette crise, sachant que ces deux pays n'ont rien en commun, si ce n'est peut-être la détestation de l'Arabie saoudite ?*

Georges Malbrunot : C'est déjà pas mal... Contrairement à ses voisins Émiriens et saoudiens, le Qatar n'a jamais lu les événements au Moyen-Orient à partir de la grille sunnites contre chiïtes. Le Qatar partage dans le Golfe un immense champ gazier avec l'Iran, et pendant la période des sanctions infligées à l'Iran il a largement et excessivement puisé dedans – ce que les Iraniens savent leur rappeler aujourd'hui. Mais le Qatar n'a jamais eu d'obsession anti-chiïte. Il y a d'ailleurs une

3. Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique à Paris (CNRS), spécialiste de l'histoire intellectuelle et de la vie de la pensée dans les mondes musulmans.

petite communauté chiite dans le pays, très minoritaire, mais très bien intégrée, qui fait des affaires. Le Qatar a ainsi toujours entretenu des liens avec l'Iran sous Hamad ben Khalifa et son flamboyant ministre des Affaires étrangères, et Premier ministre, Hamad ben Jassem. Je me souviens que celui-ci nous a dit une fois : « Je vais régulièrement en Iran, les Iraniens savent que je mens, je sais qu'ils nous mentent, mais nous sommes en contact. » La question a été posée au ministre des Affaires étrangères actuel du Qatar lors de la rencontre à l'IFRI. Celui-ci a répondu que les ennemis du Qatar lui font la guerre, notamment parce que le Qatar se rapproche de l'Iran, et que le résultat est que le Qatar est obligé de se rapprocher encore plus de l'Iran, qui lui a ouvert son espace aérien et qui lui a envoyé de l'aide humanitaire.

Les Saoudiens et les Émiriens se sont donc encore une fois tiré une balle dans le pied, parce qu'une des conséquences de la crise a été de rapprocher le Qatar de l'Iran et de la Turquie. Le Qatar, ça a été une des marques de fabrique de l'émir Hamad ben Khalifa et de Hamad ben Jassem, a toujours pratiqué une diplomatie conciliatrice. En 1996, par exemple, le Qatar a laissé les Israéliens ouvrir une pseudo-ambassade à Doha, tout en finançant le Hamas. Les dirigeants qataris pratiquent ainsi une diplomatie tous azimuts, ils essaient d'être relativement amis avec tout le monde...

Karim Ifrak : *Le rapprochement avec l'Iran n'est-il pas un des fils majeurs dans cette crise, surtout qu'il y a*

des bruits avançant que le Qatar ambitionne de devenir, voire d'occuper, pour dire les choses, l'Arabie saoudite...

Georges Malbrunot : Non, je ne crois pas – il faudrait qu'on leur vende beaucoup de rafales, quand même... Ce qui est vrai, c'est lorsque Trump est allé à Riyad, il a déclaré qu'il avait deux ennemis. Le premier est l'islam politique, donc les Frères musulmans. Les Émirats ont sauté au plafond, parce que c'est leur ennemi juré. Le second est l'Iran, et là l'Arabie saoudite a sauté au plafond, parce que l'Iran est leur ennemi juré. Le Qatar, en revanche, fidèle à sa politique, n'a pas suivi le président américain, par exemple sur l'Iran. Le Qatar n'a pas voulu rompre avec l'Iran, n'a pas voulu jouer ce jeu dangereux : il s'agit d'une puissance, un accord international a été signé, et il y a pour eux la question du gisement gazier en commun. Les Qataris ont adopté une position qui se voulait réaliste, et il me semble qu'en l'occurrence leur position était assez justifiée.

Henri Cukierman⁴ : *Quel est l'objectif de l'Iran concernant le Qatar ? Peut-il vouloir aller jusqu'à remplacer les bases américaines ou s'agit-il simplement d'embêter l'Arabie saoudite ?*

Georges Malbrunot : Je pense qu'en soutenant le Qatar, l'Iran fait passer quelques messages aux Qataris, notamment sur la crise syrienne où, comme vous le savez, l'Iran est un des principaux soutiens de

4. Président de la Chambre de Commerce France-Israël.

Bachar el-Assad. Doha a longtemps été la capitale de l'opposition syrienne. Mais je pense que nous allons assister à un recul du Qatar sur la scène syrienne. On l'a bien senti hier lors de l'intervention du ministre des Affaires étrangères qatari à l'IFRI. Celui-ci a dit que les criminels de guerre devront être jugés, mais que c'est aux Syriens de dire quel sera leur prochain président. Comme par hasard, c'est exactement la terminologie russe, que nous utilisons aussi en France maintenant. Il s'agit de réalisme : les Qataris ont compris qu'ils ont échoué à renverser Bachar el-Assad. Ils ont misé sur des groupes islamistes, ils ont financé le terrorisme en payant de nombreuses rançons à la branche syrienne d'Al-Qaïda, et finalement cela n'a pas produit les résultats escomptés. Les Iraniens savent aussi cela, ils savent aussi que le Qatar, comme je vous l'ai dit, a largement puisé pendant les années d'embargo dans le champ gazier commun. Ils ont ainsi des moyens de pression sur le Qatar.

L'Iran ne souhaite pas remplacer les bases américaines, voire envahir le Qatar. Ce qu'ils voudraient, c'est un partage de la sécurité dans le Golfe, ce qu'a proposé d'ailleurs Barack Obama, assez justement, lors de son voyage à Riyad en 2016. L'Iran veut avoir sa part dans un mécanisme de sécurité régionale. Mais c'est une chose inconcevable pour les Saoudiens et les Émiriens. Ils ont, en revanche, été très contents d'entendre Trump s'opposer catégoriquement aux Iraniens, refuser le partage de la sécurité, et affirmer qu'il faut faire plier l'Iran, lui rogner les ailes hors de son pré carré. Cela me paraît

néanmoins difficile.

L'Iran, cependant, va trop loin dans son offensive. Autant l'Iran a intelligemment réussi à installer un réseau de relais avec les différents pouvoirs, avec les milices, en Syrie comme en Irak, autant, sur place, les populations, y compris les chiïtes irakiens, voient d'un mauvais œil cet entrisme iranien. Car les chiïtes irakiens sont des chiïtes arabes, ce ne sont pas des Perses. Mais il existe en effet maintenant un axe Doha-Téhéran-Ankara, qui confirme l'Iran dans l'idée qu'il faut se parler pour essayer d'envisager un partage de la sécurité dans le golfe Persique.

***Claude Mandil**⁵ : Vous nous avez dit à la fin de votre exposé que c'est l'antagonisme entre le Qatar et les Émirats qui serait long et difficile à résoudre. La situation présente cependant des cas un peu cocasses. Premièrement, les Émirats, notamment Dubaï, sont approvisionnés en gaz depuis le Qatar par Dolphin Energy, où l'État est majoritaire. Que va-t-il se passer, que se passe-t-il, que peut-il se passer ? Deuxième situation étonnante : comment expliquer que le principal sponsor figurant en toutes lettres sur les maillots du Paris Saint-Germain soit Emirates ?*

Georges Malbrunot : Un peu plus de 20 % environ du gaz émirien provient en effet du Qatar. Dès le début de

5. Ancien Directeur de l'Agence internationale de l'Énergie, ancien Président de l'Institut français du Pétrole.

la crise, les Émiriens ont dit qu'ils ne renonceraient pas à ce gaz. Il y a probablement aussi de petites divergences entre Abou Dabi et Dubaï. Abou Dabi, c'est le pouvoir politique, avec une espèce d'obsession anti-iranienne et anti-qatarie. Dubaï, c'est un peu différent, c'est un pouvoir qui n'est pas politique, c'est le business, les affaires. Ainsi, l'émir de Dubaï avait dit, avant la signature de l'accord nucléaire, qu'il allait bien falloir s'entendre avec l'Iran. Il y a donc des petites divergences entre ces deux émirats, que l'on retrouve à l'égard du Qatar. Pour ce qui est des maillots, c'est en effet incongru. C'est une bonne question, à laquelle je n'ai pas de réponse, si ce n'est qu'il s'agit de gens pragmatiques qui se disent qu'ils ne vont pas se priver d'une vitrine, et qui continuent donc à sponsoriser le Paris Saint-Germain.

Christophe Calmann-Lévy⁶ : Je voulais savoir quelle était votre lecture politique du maintien de la convention fiscale que la France a accordée au Qatar, d'autant plus que, sur le plan économique, s'il fallait exonérer un fonds, ce devrait plutôt être celui de nos amis norvégiens, qui pèse trois ou quatre fois plus que le fonds qatari ?

Georges Malbrunot : À mon sens, cette question est un peu un gadget électoral. Pour notre premier livre sur le Qatar, nous avons enquêté, Christian Chesnot et moi, sur cette affaire. Ce qui est surprenant, c'est la rapidité avec laquelle cette convention a été accordée.

6. Administrateur des Éditions Calmann-Lévy, collaborateur parlementaire du Député de l'Hérault Jean-François Eliaou.

Mais des accords de ce type ont été signés avec de nombreux autres chefs d'État, et, au final, cela ne nous prive pas d'un gain extraordinaire. Emmanuel Macron a dit qu'il voulait abroger cette convention. Depuis, on n'a plus rien entendu. Je ne pense pas qu'il l'abrogera, parce qu'il est probable que le Qatar nous a rendu certains services en parallèle. Je ne suis donc pas certain qu'il s'agisse d'une question fondamentale. La convention est accordée à de nombreux autres pays et on voit bien qu'il s'agit d'un gadget électoral qui a été utilisé par le Front national et d'autres pour taper sur le Qatar, parce que ça fait toujours bien...

Christophe Calmann-Lévy : *Il s'agit tout de même d'un manque à gagner d'un milliard en 9 ans...*

Georges Malbrunot : Et bien nous verrons si le Président mettra ses menaces à exécution. Pour ma part, j'en doute.

Georges Jehel⁷ : *Nous avons parlé de l'Europe, des États-Unis, de la Russie, mais il y a un grand absent : la Chine. Cela va de soi ?*

Georges Malbrunot : Non. Les dirigeants de la région se tournent de plus en plus vers la Chine, et plus généralement vers l'Asie. Pour une raison simple : les marchés sont là-bas. Le roi Salmane a fait il y a quelques

7. Professeur émérite des universités (histoire médiévale du monde méditerranéen).

mois une très longue tournée en Asie, de plus de trois semaines. L'Arabie saoudite a des projets de raffinage avec la Chine. Le Qatar aussi, qui maintenant exporte une grande partie de son gaz vers l'Asie. Ce sont des commerçants or nous donnons l'impression d'un marché en repli. Les gisements de croissance semblent être en Extrême-Orient, dont les pays ne sont de surcroît pas toujours très regardants sur les contrats...

Georges Jehel : *Les incidences ne sont qu'économiques, pas diplomatiques ?*

Georges Malbrunot : Elles sont diplomatiques aussi, mais moins : la Chine, même si elle possède un siège permanent au Conseil de Sécurité, n'est pas un acteur majeur dans la région. Si ce n'est par le levier économique. Elle ne s'est pas particulièrement manifestée dans la crise actuelle. Elle est très importante pour ces pays sur le plan économique, car elle constitue un marché incontournable. Mais sur le plan politique, c'est un peu différent. Trois grands pays comptent tout particulièrement : les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Depuis trente ans, de nombreux contrats ont été signés avec ces trois États, notamment en matière de défense. Ces pays sont membres permanents du Conseil de Sécurité. Et les monarchies du Golfe y ont pratiqué le clientélisme. Mohammed ben Salmane a financé à hauteur de 20 % la fondation Clinton l'an dernier. Les Qataris, lors des dernières élections législatives au Royaume-Uni, ont largement saupoudré le marché : ils prennent des options sur tel ou tel candidat,

comme ils avaient pris des options chez nous en 2007 avec Villepin, pour se tourner ensuite vers Sarkozy.

Georges Jehel : *La question des Ouïghours, celles des musulmans de Birmanie actuellement, ont-elles des incidences ?*

Georges Malbrunot : Ils ne sont bien entendu pas satisfaits. On a ainsi vu les Saoudiens et les Qataris manifester leur solidarité à l'égard des musulmans de Birmanie. Mais ça ne les empêchera pas de faire des affaires. Votre question me permet d'ailleurs de dire un mot au sujet de la France, et de tout le débat que nous avons chez nous sur l'Islam, la faute de l'Islam, l'islamisme, etc. Il y a un problème : on ne peut pas affirmer que nous avons une relation privilégiée, saine, avec ces pays, dire que ce sont des partenaires stratégiques, et ensuite, matin, midi et soir dire que le problème, c'est l'Islam. Lorsque vous interrogez les gens dans ces pays, ils vous demandent ce qu'ont les Français. Pour eux, l'islamisme, *a fortiori* l'Islam, c'est leur identité, et ils ne comprennent pas ce qu'ils voient comme une sorte d'acharnement.

Georges Jehel : *Il y a des explications, quand même...*

Georges Malbrunot : Bien entendu, mais le problème, c'est qu'ils ne voient pas les explications, ils voient ce qui passe à la télévision, les attaques, souvent sommaires, contre l'Islam. Certaines sont peut-être fondées, mais d'autres, moins. Nous donnons l'impression d'être obsé-

dés par cette question. Il n'y a pas le même problème au Royaume-Uni, par exemple. La question de l'interdiction du voile à l'école, notamment, n'est pas passée chez eux. Nous devrions prendre cela en compte, parce qu'on ne peut pas, comme l'a fait Manuel Valls, aller au Qatar, dire qu'il s'agit d'un partenaire stratégique, et dix jours après en France dire que l'ennemi numéro un, c'est le salafisme. Si l'ennemi numéro un de la France, c'est le salafisme, alors il paraît difficile d'entretenir des relations saines, équilibrées, prospères, dynamiques, avec un pays qui est le berceau du salafisme. Il faudra à un moment ajuster notre discours. Le président Macron semble d'ailleurs avoir commencé à le faire, en rééquilibrant un peu la balance vers l'Iran et les chiïtes, en cherchant à nous faire paraître moins partisans, un peu plus comme arbitres, au-dessus de la mêlée. Les habitudes sont certes dures à changer. Or, historiquement, nos amis ont toujours été les responsables sunnites, ce qui se comprend : les sunnites représentent la grande majorité des musulmans dans la région, les dirigeants égyptiens et saoudiens sont sunnites. Mais nous ne pouvons pas faire l'économie de ce débat.

Abdessalam Kleiche⁸ : *Cette crise se produit alors que l'Arabie saoudite connaît des difficultés importantes : elle s'enlise au Yémen, reflue en Syrie, elle subit une crise économique et financière majeure, et elle n'a pas réussi à mobiliser ce qu'elle appelle le camp sunnite*

8. Journaliste de l'hebdomadaire *Politis*, chercheur associé au Centre Soudanais pour la justice transitionnelle et les études de la paix (SCTJPS).

contre ce qu'on appelle « l'arc chiite ». N'assistons-nous pas à un basculement majeur dans la région ? Lors de l'inauguration du port Hamad au Qatar qui permet de briser l'embargo aérien et terrestre, on a vu en bonne place une délégation iranienne – Élisabeth Borne, ministre française chargée des Transports, était par ailleurs aussi présente. Ce rapprochement entre le Qatar et l'Iran, qui est même plus qu'un rapprochement, montre que la lecture que l'on fait de la région depuis 1979 et la révolution iranienne, à savoir qu'il y aurait un camp chiite et un camp sunnite, est biaisée. D'autres paramètres sont en jeu dans la région. L'Arabie saoudite, qui en a été l'acteur majeur, semble un colosse aux pieds d'argile. La région est-elle donc en train de vivre un basculement géopolitique ?

Georges Malbrunot : C'est une crise grave. La plus grave depuis trente ans. Mais je suis toujours prudent sur les bouleversements stratégiques. D'autant plus que la crise actuelle s'inscrit dans un mouvement entamé il y a déjà cinq ou six ans, avec aussi l'accord nucléaire signé entre l'Iran et ses partenaires.

Les Émiriens et les Saoudiens sont, en effet, tétanisés par l'avance de l'Iran en Irak, en Syrie, au Yémen ou au Qatar – Oman, en revanche, a toujours joué un rôle d'arbitre et le Koweït a toujours gardé des relations correctes avec l'Iran.

Le changement a donc commencé il y a quelques années déjà. Il y a un rééquilibrage, qui s'explique notamment

par l'absence de leadership dans le monde sunnite. L'Égypte a subi une révolution, la Syrie n'existe plus, et l'Arabie saoudite, qui devrait jouer ce rôle, n'y arrive pas. Elle est empêtrée au Yémen ; il y a des tensions très fortes au sommet de l'État (avec le mini coup d'État de Mohammed ben Salmane au détriment de Mohammed ben Nayef) ; le plan de réforme de Mohammed ben Salmane patine. Des erreurs ont été commises, au Bahreïn, où rien n'a été accordé à la majorité chiïte, au Yémen où les Saoudiens se sont lancés dans une guerre sans fin, alors même que les Égyptiens et les Pakistanais avaient prévenu Mohammed ben Salmane que ce serait un borbier. Mais Mohammed ben Salmane, comme Mohammed ben Zayed aux Émirats, sont des dirigeants jeunes, qui n'ont pas froid aux yeux, et qui pensent pouvoir faire la guerre alors qu'ils n'en ont pas nécessairement les moyens.

L'Iran en profite donc pour avancer. Mais, comme je vous le disais tout à l'heure, les Iraniens vont peut-être un peu trop loin. Je vais souvent en Irak ou en Syrie, et je constate que les Iraniens donnent un peu l'impression d'être des colonisateurs. Il pourrait y avoir un effet boomerang. Les populations se rendent bien compte que les Iraniens viennent avec leur propre agenda, qui n'est pas le leur. L'Iran avance donc, et tout l'enjeu est de savoir jusqu'où ils iront, jusqu'où ils veulent aller, ce qui n'est pas très clair. S'agit-il d'assurer la sauvegarde du régime ? Mais celle-ci semble assurée. Ceci explique d'ailleurs peut-être l'inflexion récente du discours d'Emmanuel Macron qui a semblé vouloir remettre

en cause l'accord nucléaire et, surtout, l'intervention iranienne dans les affaires arabes.

Face à la situation, les dirigeants du Golfe ont surréagi. Car si la menace iranienne est réelle, il ne faudrait cependant pas exagérer. Mais il s'agit de la réaction de quelqu'un qui est désemparé. L'Iran a su mettre en place des mécanismes souvent condamnables, mais très efficaces, lui permettant d'intervenir chez ses voisins du Moyen-Orient. Côté sunnite, Saoudiens, Bahreïniens et Koweïtiens ont laissé des individus privés porter des valises en Syrie à des barbus, ce qui s'est retourné contre eux, a affaibli leurs alliances et a fait le jeu de Daech. Le camp sunnite est ainsi un peu en déshérence.

***François Nicoullaud**⁹ : Il est question de manœuvres souterraines en vue d'un rapprochement entre l'Arabie saoudite et Israël. Un tel rapprochement est évidemment soutenu par Donald Trump et se produirait peut-être avec l'accession au trône de Mohammed ben Salmane. Qu'en savons-nous, quelles en seraient les conséquences pour l'équilibre de la région et la question palestinienne ?*

Georges Malbrunot : On remarque en effet, depuis quelques années, un rapprochement de moins en moins caché entre Saoudiens et Israéliens. On a vu par exemple le prince Tourki ben Fayçal, par exemple, ancien patron

9. Ancien Ambassadeur de France à Téhéran, ancien Directeur du cabinet du Ministre de la Défense, analyse de politique internationale.

des renseignements et ancien ambassadeur aux États-Unis et à Londres, rencontrer des responsables israéliens. Cela se fait, de plus en plus ouvertement, pour une simple raison : Saoudiens et Israéliens ont la même hantise de l'Iran. Dans la même ligne, le roi du Bahreïn est allé jusqu'à dire il y a quelques semaines qu'il fallait reconnaître Israël et ouvrir des relations diplomatiques.

Mais en deçà de la sphère politique, les pays comme l'Arabie saoudite sont en fait depuis longtemps en contact avec Israël en matière de défense et de sécurité. Comme vous le savez, les Israéliens excellent dans ce domaine, et comme les dirigeants du Golfe ont conscience qu'ils sont assez faibles, et qu'ils sont pragmatiques, ils n'hésitent pas à faire des affaires avec cet ennemi en vue d'assurer leur défense. Les Émirats arabes unis sont encore plus en avance que leurs voisins sur ce plan, puisqu'ils ont noué des relations commerciales avec Israël en 2010, ce que j'avais décrit dans un article détaillé qui avait provoqué des remous au sommet de l'État – et qui aurait pu avoir des conséquences sur ma carrière.

Il y a ainsi des contacts entre Israël et les Émirats, très certainement aussi l'Arabie saoudite et le Qatar, en matière de fourniture d'équipements militaires par Israël, via des sociétés aux États-Unis employant des binationaux, des anciens du Mossad, du Shin Bet. En matière de partage du renseignement, je suis aussi convaincu qu'il existe une coopération face à l'Iran et au Hezbollah qui est maintenant aux marches d'Israël,

dans le sud de la Syrie, à l'approche du Golan.

Les choses peuvent-elles aller plus loin ? Les Saoudiens, en particulier, ont tout de même une responsabilité à l'égard des Palestiniens. J'ai posé la question à Tourki ben Fayçal, qui m'a répondu que les Saoudiens ne dépasseront pas ce niveau de relations. Tant qu'il n'y aura pas d'accord entre Israël et les Palestiniens, l'Arabie saoudite ne pourra pas aller plus loin. Certes, cela ne coûterait pas grand-chose aux Saoudiens de faire la paix avec Israël. Je crois que Mohammed ben Salmane, qui n'a que 32 ans et devrait arriver au pouvoir dans quelques années, avec quarante ans devant lui, y pense. Trump soutient un tel rapprochement, ainsi que Jared Kushner qui a beaucoup œuvré entre Ryad, Abou Dhabi et Tel-Aviv cet été pour essayer d'avancer vers un règlement de la crise israélo-palestinienne.

On en revient toujours au fameux plan Abdallah de 2002 où le roi Abdallah, qui n'était pas pro-israélien, avait proposé au nom des 22 pays arabes la paix avec Israël en échange d'une avancée dans l'établissement d'un État palestinien. À l'époque, Ariel Sharon et les Israéliens avaient refusé, en disant que c'était inacceptable.

S'il doit y avoir une avancée, ça ne peut être que dans ce cadre-là. Je vois assez mal les dirigeants saoudiens ou émiriens faire comme Sadate – et on a vu ce que ça lui a coûté.

Or nous en sommes assez loin, d'autant plus que les Israéliens ont le gouvernement le plus extrémiste de leur

histoire. Je doute donc qu'ils accèdent aux demandes des pays du Golfe. Une initiative peut toujours être prise. Mais cela voudrait dire que les pays du Golfe tordent le bras aux dirigeants palestiniens. Or autant les Israéliens peuvent le faire, et le font depuis 25 ans, autant, entre frères arabes, cela semble beaucoup plus compliqué à faire admettre.

Je vois donc plutôt une continuation du rapprochement en cours, de cette espèce de banalisation entamée depuis les années 1990, après le lancement du processus de paix. Et comme je l'ai déjà dit, les Émirats sont en pointe en la matière, parce que, comme me l'avait dit un responsable émirien au sujet de leur défense nationale : « *We want the best of the best. If we have to ask the Israelis, we have no problem.* » Les Émiriens n'ont donc pas de complexe ; il y a la donnée politique actuelle avec Trump et de Jared Kushner qui les poussent vers un rapprochement avec Israël ; et ils abritent chez eux Mohammed Dahlan, l'ancien patron de la sécurité préventive palestinienne, ennemi farouche des islamistes à Gaza, et qui, avec la mort lente de Mahmoud Abbas, pourrait à l'avenir jouer un rôle sur la scène palestinienne.

Je pense donc qu'on va vers un rapprochement, un concubinage de moins en moins secret entre pays du Golfe et Israël, mais pas vers une reconnaissance explicite, qui ne pourra avoir lieu qu'avec un progrès important dans le dossier israélo-palestinien.

On peut certes imaginer un abandon de la cause palestinienne par les dirigeants de ces pays. Cela me semble néanmoins très difficile, à cause de l'opinion publique. Il n'y en a pas vraiment au Qatar ou aux Émirats, mais l'Arabie saoudite compte 27 millions d'habitants, dont 15, 20, 25 % d'entre eux adhèrent aux idées de Daech. Il paraît ainsi un peu difficile, dans ce cadre, de vendre une paix avec Israël, et j'imagine que les dirigeants saoudiens sont par conséquent assez prudents sur ce point.

*Aurélien Saintoul*¹⁰ : Vous avez évoqué l'émergence d'un axe Téhéran-Doha-Ankara, mais vous n'avez pas abordé le rôle, plus généralement, de la Turquie, et sa capacité à tirer avantage de la situation.

Georges Malbrunot : La Turquie, depuis un certain nombre d'années, après s'être vu refuser l'accès à l'Europe, s'est retournée vers le Moyen-Orient, dans une sorte de fantasme de retour à l'époque ottomane. Elle a par ailleurs besoin des financements en provenance de la région pour son économie. La Turquie s'est ainsi considérablement rapprochée du Qatar ces dernières années. Elle y a construit une base militaire. Elle a promis d'envoyer des troupes, et quelques centaines d'hommes, je crois, sont déjà arrivées. La crise syrienne a aussi beaucoup rapproché la Turquie de l'Arabie saoudite, qui investit en Turquie et dont la jeunesse vient

10. Collaborateur parlementaire du Député de Seine-Saint-Denis Bastien Lachaud (membre de la Commission de la Défense).

désormais s'encanailler à Istanbul plutôt qu'à Beyrouth. En revanche, la Turquie ne s'est pas rapprochée des Émirats arabes unis, en raison du soutien de la Turquie, et du Qatar, à des milices islamistes en Libye. La Turquie négocie par ailleurs avec son voisin iranien concernant l'avenir de la Syrie. Il lui faut être pragmatique et elle l'a été sur le dossier syrien, poussée par les Russes. Comme on le voit, il s'agit pour Ankara de trouver un délicat équilibre entre pays arabes du Golfe, Iran, et Russie.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti

-
- L'avenir du logement - Olivier Mitterand
 - L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
 - L'avenir du climat - Jean Jouzel
 - L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
 - L'avenir de la politique - Alain Juppé
 - L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
 - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - S.E Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiite et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
 - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak

-
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
 - Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
 - À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
 - Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy

Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib

Les Entretiens de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins

Les voisins du Qatar, lors de la crise qui s'est déclenchée le 5 juin 2017, l'ont accusé de soutenir les islamistes, de financer des groupes terroristes et de se rapprocher de l'Iran. Ces reproches renvoient à des faits avérés. Mais ils ont aussi été instrumentalisés pour régler un vieux contentieux.

Le même jour, l'Égypte, le Bahreïn et les Émirats arabes unis s'alignent sur la position saoudienne. Il se dit que l'objectif inavoué serait que le Qatar rentre dans le giron du Conseil de Coopération du Golfe dirigé par l'Arabie saoudite. Montré du doigt pour son indépendance diplomatique, Doha entretient, en effet, d'assez bonnes relations avec Téhéran avec qui il partage un important gisement de gaz offshore.

Il faut constater que les sanctions n'ont pas produit les effets escomptés et que le Qatar n'a pas cédé. L'isolement n'a pas tenu. Désormais soutenu par la Turquie et l'Iran, Doha joue de ses liens diplomatiques avec ses partenaires moyen-orientaux et les grandes puissances, États-Unis compris.

Le Président Macron semble avoir tiré les leçons des échecs récents. Annonce-t-il un nouveau cours ?



Georges MALBRUNOT, est grand reporter au service étranger du *Figaro*, spécialiste du Moyen-Orient, où il a été correspondant pendant 20 ans pour *L'AFP*, *Ouest-France*, *La Croix*, *Europe 1* et *RTL*. Il a été basé à Jérusalem puis à Bagdad, où il a été détenu pendant 124 jours avec son confrère Christian Chesnot.

Georges Malbrunot est l'auteur de plusieurs ouvrages, soit seul, soit en collaboration avec Christian Chesnot, sur le conflit israélo-palestinien, l'Irak, la Syrie, Al Qaida et le Qatar. Son dernier ouvrage, *Nos très chers émirs...* écrit en collaboration avec Christian Chesnot, est paru en 2016 chez Michel Lafon.

La présente publication ne peut être vendue

